

L'investissement étranger privé dans les pays les plus démunis

Rodney Schmidt et Roy Culpeper

L'Institut Nord-Sud

Ottawa, Canada

Septembre 2003



L'Institut est une corporation à but non lucratif créée en 1976. Il effectue des recherches spécialisées en vue de contribuer à la formulation de politiques sur les relations Nord-Sud entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Les résultats de ces recherches sont transmis aux législateurs, aux organismes intéressés et au grand public pour permettre une meilleure compréhension et susciter des discussions éclairées sur les questions de développement. L'Institut est un organisme indépendant et collabore avec un ensemble d'organismes canadiens et internationaux. L'Institut Nord-Sud reçoit une subvention de l'Agence canadienne de développement international.

Le contenu de ce bref représente les vues et les conclusions des auteurs, et pas nécessairement celles des administrateurs de l'Institut ou des organismes contribuant à son financement, ni celles des organismes ou personnes consultés au cours de l'étude.

Rédactrice : Lois Ross

Mise en page : Karen Kershaw

Conception de la couverture : Green Communications

Disponible sur le site web au www.nsi-ins.ca

© L'Institut Nord-Sud/The North-South Institute, 2003

55 rue Murray, pièce 200

Ottawa, Canada K1N 5M3

Téléphone : (613) 241-3535

Courriel : nsi@nsi-ins.ca

Télécopieur : (613) 241-7435

L'investissement étranger privé dans les pays les plus démunis

Rodney Schmidt* et Roy Culpeper**

L'Institut Nord-Sud
Ottawa, Canada
Septembre 2003



Prologue

Le 24 mars 2003, 55 personnes se sont rassemblées au centre de conférences de Wilton Park à Sussex, en Angleterre¹, afin de chercher les façons dont l'investissement étranger privé pouvait mieux contribuer à la croissance et au développement dans les pays les plus démunis². Certaines d'entre elles provenaient de pays en développement, où elles travaillaient pour le gouvernement, des entreprises privées (appartenant parfois à des étrangers) ou des organisations non gouvernementales, tandis que d'autres venaient d'entreprises internationales. D'autres encore venaient de gouvernements et d'agences de développement de pays riches, de la Banque mondiale, et d'universités.

Le groupe a examiné les tendances de l'investissement étranger privé depuis le début des années 1990 et a partagé la connaissance et l'expérience de son incidence dans les pays pauvres. Il a cerné les facteurs clés qui influençaient l'investissement étranger, et évalué les principales initiatives qu'on lançait pour à la fois augmenter l'investissement dans les pays pauvres et améliorer sa contribution au développement.

Les analyses et les recommandations que nous présentons ici s'inspirent des discussions de Wilton Park. Certaines des perspectives et des conclusions sont bien comprises et solidement assises sur l'expérience, même si elles ne se reflètent pas nécessairement dans les politiques des agences de développement publiques, des institutions de prêt, ou des gouvernements des pays pauvres. D'autres, en revanche, reposent plus sur des suppositions, et ne font pas l'unanimité chez les participants de la conférence ou dans les plus larges communautés de l'investissement et du développement. Ce sont toutes des questions qui préoccupent les gens cherchant des solutions pour les pays pauvres.

* Tél. 241-3535, poste 241; Courriel: rschmidt@nsi-ins.ca

** Tél. 241-3535, poste 234; Courriel: rculpeper@nsi-ins.ca

¹ La conférence a été organisée avec l'appui financier du Centre de recherches pour le développement international du Canada (à travers son projet *Global Financial Governance Initiative*), du ministère des Affaires étrangères de la Norvège, de l'Agence suédoise d'aide au développement international, et du Department for International Development du Royaume-Uni. Pour un compte rendu intégral des discussions, veuillez consulter <http://www.wiltonpark.org.uk/web/welcome.html>

² Suivant la Banque mondiale, les pays à faible revenu (c.-à-d. les pays pauvres) avaient un produit intérieur brut par habitant ne dépassant pas 745 \$ US en 2001. Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire forment ensemble les pays en développement. Chez les plus gros pays en développement, la Chine, le Brésil et le Mexique sont des pays à revenu intermédiaire, tandis que l'Inde est un pays à faible revenu.

Le groupe a examiné les tendances de l'investissement étranger privé depuis le début des années 1990 et a partagé la connaissance et l'expérience de son incidence dans les pays pauvres.

L'investissement étranger privé est une question particulièrement d'actualité avec les discussions en train de se dérouler à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En particulier, à la réunion ministérielle se tenant à Cancun en septembre 2003, beaucoup de pays développés de l'OMC (Canada compris) et certains des pays en développement sont partisans de négocier un accord international sur les investissements qui aurait pour but de faciliter l'investissement étranger privé dans le monde en développement. Cependant, plusieurs pays en développement ne sont pas persuadés que des règles multilatérales qui viennent limiter leur capacité à faire de la discrimination en faveur de leurs entreprises nationales vont stimuler de plus amples courant d'investissements étrangers et contribuer aux efforts de développement nationaux. Ils se soucient aussi de garder leur pouvoir de réglementation à l'égard des entreprises étrangères et nationales.



Introduction

Le développement dans les pays pauvres du monde, situés pour la plupart en Afrique subsaharienne, se trouve au point mort. Au cours des cinq dernières décennies, ils n'ont pu avoir une croissance assez rapide ou assez longue pour que la majorité de leurs populations échappent une bonne fois pour toutes à la pauvreté. Il y a bien des raisons à cela, qui incluent un mauvais gouvernement, de la malchance, et des politiques de croissance mal comprises à la fois par les administrations locales et par les institutions internationales de développement comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Comme autre raison importante, il faut citer l'ampleur de la pauvreté elle-même. Il n'y a pas assez d'argent pour investir dans les grands projets publics, tels que routes, cliniques, écoles, approvisionnement en eau, assainissement, énergie et télécommunications. Il n'y a pas assez d'argent ou de savoir-faire pour investir dans les projets commerciaux privés, comme l'extraction des ressources naturelles ou les activités de fabrication nouvelles et non traditionnelles et les services.

Le déplacement de l'accent, de l'aide extérieure vers d'autres formes de financement du développement, fait partie d'un changement fondamental qui s'est produit dans les attitudes devant le développement au cours de la dernière décennie.

En septembre 2000, on a convoqué une réunion extraordinaire — le «Sommet du millénaire» — à l'Assemblée générale des Nations Unies, où les dirigeants du monde entier se sont retrouvés pour approuver un ensemble d'Objectifs de développement du millénaire, prévoyant notamment de réduire de moitié (ou plus) les niveaux de pauvreté dans le monde à l'horizon de l'année 2015. En mars 2002, l'ONU a convoqué une conférence internationale de suivi, sur le financement du développement, à Monterrey (Mexique) afin de trouver les ressources nécessaires au financement des Objectifs de développement du millénaire. Le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, et le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, entre autres, espéraient que la conférence de Monterrey allait persuader les donateurs de doubler le niveau de leur aide extérieure en la faisant passer de 50 milliards \$ (le niveau auquel elle est restée depuis une dizaine d'années) à 100 milliards \$. Au lieu de cela, les donateurs ont accepté d'augmenter leurs engagements d'aide de seulement 12 milliards \$ sur plusieurs années. Pour combler l'important déficit de ressources qui restait, le «Consensus de Monterrey» a recommandé d'augmenter l'épargne nationale dans les pays en développement,

d'accroître les échanges commerciaux entre pays en développement et pays riches, et d'attirer davantage d'investissements étrangers privés dans les pays en développement.

L'investissement étranger privé peut-il aider les pays pauvres à enfin échapper au piège de la pauvreté? L'investissement étranger va-t-il largement remplacer l'aide étrangère, ou bien peuvent-ils contribuer ensemble à amplifier l'effet sur la croissance et le développement?

Le déplacement de l'accent, de l'aide extérieure vers d'autres formes de financement du développement, fait partie d'un changement fondamental qui s'est produit dans les attitudes devant le développement au cours de la dernière décennie. On consacre maintenant une plus grande attention aux moyens d'encourager les entreprises privées à assumer le principal rôle dans la croissance et le développement. Par exemple, on croit qu'en déréglementant l'économie nationale, en libéralisant le commerce extérieur, et en faisant bon accueil aux investissements étrangers, on aura davantage d'investissements, une plus grande productivité, davantage d'emplois, et des revenus qui augmenteront régulièrement.

À la différence de l'aide étrangère, le montant d'argent que l'investissement étranger peut mettre à la disposition des pays pauvres est pratiquement illimité par rapport à la taille de leurs économies. En outre, l'investissement étranger peut procurer des avantages qui ne sont généralement pas offerts par l'aide étrangère ou les finances nationales: de nouvelles technologies, de nouvelles façons d'organiser les compagnies, et de nouveaux accès aux marchés de pays riches. L'investissement étranger privé peut-il aider les pays pauvres à enfin échapper au piège de la pauvreté? L'investissement étranger va-t-il largement remplacer l'aide étrangère, ou bien peuvent-ils contribuer ensemble à amplifier l'effet sur la croissance et le développement?

3

Récapitulation des conclusions

Les plus importantes sources de capitaux étrangers pour les pays pauvres depuis la fin des années 1980 sont, dans l'ordre, l'aide étrangère, les envois de fonds des travailleurs et les investissements étrangers directs (IED). Au fil des années, l'aide étrangère a légèrement diminué pendant que les envois de fonds des travailleurs et les IED augmentaient sensiblement; toutefois, les IED ont continué à traîner derrière les deux autres.

Les courants d'IED, mesurés en proportion du produit national brut (PNB), ont connu une croissance régulière et importante dans tous les pays en développement entre 1990 et 1997. Tout au long de la période, la part allant aux pays à revenu intermédiaire a constamment dépassé, de quelque un pour cent du PNB, celle destinée aux pays pauvres. Mais à partir de 1997, avec la crise financière asiatique, les IED qui se dirigeaient vers pays pauvres et pays à revenu intermédiaire ont divergé. Ces investissements ont continué à croître rapidement dans les pays à revenu intermédiaire tandis que les IED se dirigeant vers les pays pauvres baissaient de façon décisive et presque continue jusqu'en 2001. Parmi les pays en développement, spécialement les pays pauvres, la plupart des IED se concentrent dans un petit nombre d'entre eux, et y constituent une bonne part de l'économie. Dans certains pays pauvres, l'IED est assez

instable.

En plus d'ajouter aux ressources de développement des pays pauvres, l'IED apporte, croit-on, d'autres contributions importantes à la croissance et au développement. Premièrement, il peut accroître les rentrées fiscales, générer des emplois, et ouvrir de nouveaux marchés d'exportation. Deuxièmement, l'IED peut venir financer des projets qui nécessitent un gros investissement initial, trop important pour le gouvernement ou les institutions financières nationales. Troisièmement, il peut accroître la productivité et la compétitivité en ajoutant au stock de biens d'équipement et en introduisant de nouvelles technologies. Cependant, l'IED a tendance à renforcer les modes de structuration économique existants, en se concentrant dans un seul secteur, généralement l'extraction des ressources naturelles, qui a peu de liens avec le reste de l'économie.

Les traités internationaux visant à protéger les droits des investisseurs étrangers, comme l'Accord multilatéral sur les investissements qu'on a proposé, ne font pas augmenter l'investissement dans les pays pauvres. Ils risquent plutôt de réduire les effets en matière de développement des investissements existants s'ils empêchent les gouvernements d'accueillir de réglementer le comportement des investisseurs étrangers.

L'IED répond aux particularités politiques, économiques et infrastructurelles des pays en développement. Outre la stabilité politique et sociale, les facteurs qui l'attirent sont les marchés tout prêts, les taux de rendement élevés, la main-d'oeuvre peu coûteuse et qualifiée, et les intrants locaux bon marché. L'IED est dissuadé par les infrastructures et les conditions d'affaires inadaptées ou trop chères et par les risques politiques, sociaux, et économiques généraux. Depuis la crise asiatique, il existe un grand obstacle aux investissements étrangers dans les pays pauvres: la fausse impression que le risque pris en investissant dans les pays pauvres est très élevé. Récemment, l'IED s'est associé aux programmes de privatisation, notamment dans les secteurs des télécommunications, de l'électricité et des transports. L'IED dans l'infrastructure et les services publics est aussi subventionné par l'aide étrangère, pour garantir les fonds empruntés et appuyer les paiements des clients.

Comme les pays pauvres connaissent des circonstances diverses, des facteurs complexes viennent influencer le montant d'IED qui est apporté dans chaque pays. Les facteurs qui dominent sont les particularités politiques et économiques fondamentales, plutôt que les incitations existant au niveau de la politique, comme des réglementations et des protections rationalisées pour les investissements ou des exonérations fiscales temporaires.

Les initiatives pour accroître la quantité et la qualité des IED sont de trois types: les traités internationaux visant à protéger les droits des investisseurs étrangers; les lignes directrices volontairement respectées pour réglementer le comportement des investisseurs dans les pays pauvres; et les garanties et subventions accordées officiellement par les donateurs pour les investissements étrangers dans l'infrastructure et les services publics.



Leçons pour la politique concernant l'investissement étranger

Dans le cas des pays en développement les plus pauvres, l'investissement étranger privé n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'appuyer les objectifs de développement. Le but n'est pas de maximiser l'investissement étranger, mais de permettre aux pays de se sortir de la pauvreté par la croissance.

Les traités internationaux visant à protéger les droits des investisseurs étrangers, comme l'Accord multilatéral sur les investissements qu'on a proposé, ne font pas augmenter l'investissement dans les pays pauvres. Ils risquent plutôt de réduire les effets en matière de développement des investissements existants s'ils empêchent les gouvernements d'accueil de réglementer le comportement des investisseurs étrangers.

Les lignes directrices internationales pour réglementer le comportement des investisseurs dans les pays pauvres reconnaissent la primauté des effets en matière de développement de l'investissement étranger. Toutefois, l'inclination des pays riches à signer des traités internationaux afin de protéger les investisseurs, mais des accords à caractère volontaire pour protéger les pays pauvres, n'est pas équilibrée. Les accords à caractère volontaire ne marchent pas là où c'est le plus nécessaire, et les investisseurs étrangers honorables s'exposent à la concurrence déloyale de ceux qui sont moins scrupuleux.

Les initiatives des donateurs qui visent à réduire le risque commercial pour les investisseurs pourraient être une façon innovatrice d'offrir des installations et des services socio-économiques que fournissait traditionnellement le gouvernement. En mettant en place l'infrastructure de soutien, elles pourraient aussi aider à attirer d'autres investissements étrangers dans les activités plus traditionnelles du secteur privé. Mais si ces initiatives des donateurs prennent la forme de subventions aux investisseurs étrangers, elles ont peu de chances d'être plus durables que les subventions gouvernementales aux entreprises d'État qu'elles remplacent. Les gouvernements des pays pauvres n'ont pas non plus la capacité de surveiller les prestataires de services étrangers et de faire respecter les dispositions contractuelles, dont l'offre convenable des services aux communautés pauvres.

De plus, la focalisation des donateurs sur le risque commercial affronté par les investisseurs étrangers est discriminatoire à l'égard des investisseurs nationaux. Une alternative pour encourager en même temps les investissements nationaux et étrangers dans les activités directement productives serait de réduire le risque macroéconomique d'ordre non commercial, qui nuit à l'ensemble de l'économie — par exemple, le risque que l'instabilité de l'aide étrangère, ou des apports de capitaux privés, ou la variabilité des prix internationaux des produits de base ne vienne réduire la croissance ou déclencher une récession.

À l'heure actuelle, les pays riches oeuvrent de travers car ils essaient d'attirer les investissements étrangers dans les pays pauvres mais viennent en même temps saper les activités où ces derniers possèdent un avantage comparatif et où il pourrait y avoir la plus grande contribution à la réduction de la pauvreté.

Ainsi, les pays riches peuvent faire grimper le rendement des investissements en agriculture dans les pays pauvres en éliminant les subventions agricoles et les barrières commerciales à domicile. À l'heure actuelle, les pays riches oeuvrent de travers car ils essaient d'attirer les investissements étrangers dans les pays pauvres mais viennent en même temps saper les activités où ces derniers possèdent un avantage comparatif et où il pourrait y avoir la plus grande contribution à la réduction de la pauvreté.

Au lieu de proposer des exonérations fiscales temporaires afin d'attirer les investissements étrangers, les pays pauvres devraient taxer les investissements existants et utiliser les rentrées pour favoriser la stabilité budgétaire, renforcer l'infrastructure, et dépenser dans les domaines de la santé, de l'éducation, et de la formation de la main-d'oeuvre. Les pays pauvres devraient également renforcer leurs capacités à mesurer et surveiller les IED, tant pour faire respecter les règlements que pour transmettre aux investisseurs étrangers éventuels une information exacte sur les perspectives et les risques d'investissement dans les pays pauvres.

5

Recommandations

Du fait de ces leçons, les auteurs exhortent le gouvernement canadien et les autres donateurs à adopter une ligne de politique appuyée sur les recommandations qui suivent :

- 1) Dans le cas des pays les plus démunis, l'investissement étranger privé devrait être vu non comme une fin en soi, mais comme un moyen d'appuyer d'autres initiatives de développement telles que la réduction de la pauvreté ou les Objectifs de développement du millénaire.
- 2) Pour accroître l'effet en matière de développement des investissements étrangers privés, les traités internationaux doivent autoriser les gouvernements d'accueil à réglementer le comportement des investisseurs étrangers. La propriété des politiques et stratégies de développement — un principe sur lequel il y a consensus, du moins dans la communauté de l'aide — devrait s'étendre, par delà le secteur public et les activités financées par l'aide, aux politiques concernant les investissements étrangers privés.
- 3) Les gouvernements des pays pauvres et les donateurs devraient investir dans les capacités à surveiller les investissements étrangers privés et à développer au moins la connaissance la plus fondamentale sur le niveau des stocks et des courants d'investissements étrangers privés.
- 4) La focalisation des donateurs sur le risque commercial affronté par les investisseurs étrangers est discriminatoire à l'égard des investisseurs nationaux. Une autre solution pour encourager en même temps les investissements nationaux

Dans le cas des pays les plus démunis, l'investissement étranger privé devrait être vu non comme une fin en soi, mais comme un moyen d'appuyer d'autres initiatives de développement telles que la réduction de la pauvreté ou les Objectifs de développement du millénaire.

et étrangers dans les activités directement productives serait de parer au risque macroéconomique d'ordre non commercial, dont l'instabilité de l'aide étrangère et des apports de capitaux privés et la variabilité des prix des produits de base. Ainsi, la taxe chilienne sur les mouvements de capitaux fébriles, à court terme, et le financement d'aide contracyclique tel que l'ancien mécanisme de financement compensatoire du FMI ou le système Stabex de l'Union européenne, aideraient à réduire le risque macroéconomique.

Les courants d'IED, mesurés par rapport au produit national brut, ont enregistré une croissance régulière et importante dans tous les pays en développement entre 1990 et 1997

- 5) Les pays riches peuvent et devraient faire grimper le rendement des investissements en agriculture dans les pays pauvres en éliminant les subventions agricoles et les barrières commerciales à domicile.
- 6) Les pays pauvres devraient cibler les investisseurs étrangers qui sont les plus susceptibles de répondre à l'appel, comme les membres de la diaspora nationale. Les Africains et les Asiatiques ayant émigré en Amérique du Nord et en Europe sont probablement mieux au courant des risques et possibilités d'investissement existant dans leurs pays d'origine que les autres investisseurs étrangers en puissance.
- 7) L'IED pourrait jouer un plus grand rôle dans la création de chaînes de valeur dans les pays les plus démunis — en achetant les intrants au niveau local ou entreprenant des opérations de transformation ou d'autres activités de production rattachées à l'exploitation centrale — et en générant ainsi davantage d'emplois et de revenus locaux.
- 8) D'une manière plus générale, les gouvernements des pays pauvres devraient intégrer l'investissement étranger privé dans les stratégies pour la réduction de la pauvreté (les DSRP) qui, à l'heure actuelle, font rarement mention du rôle ou de la contribution escomptée de l'investissement étranger privé.

6

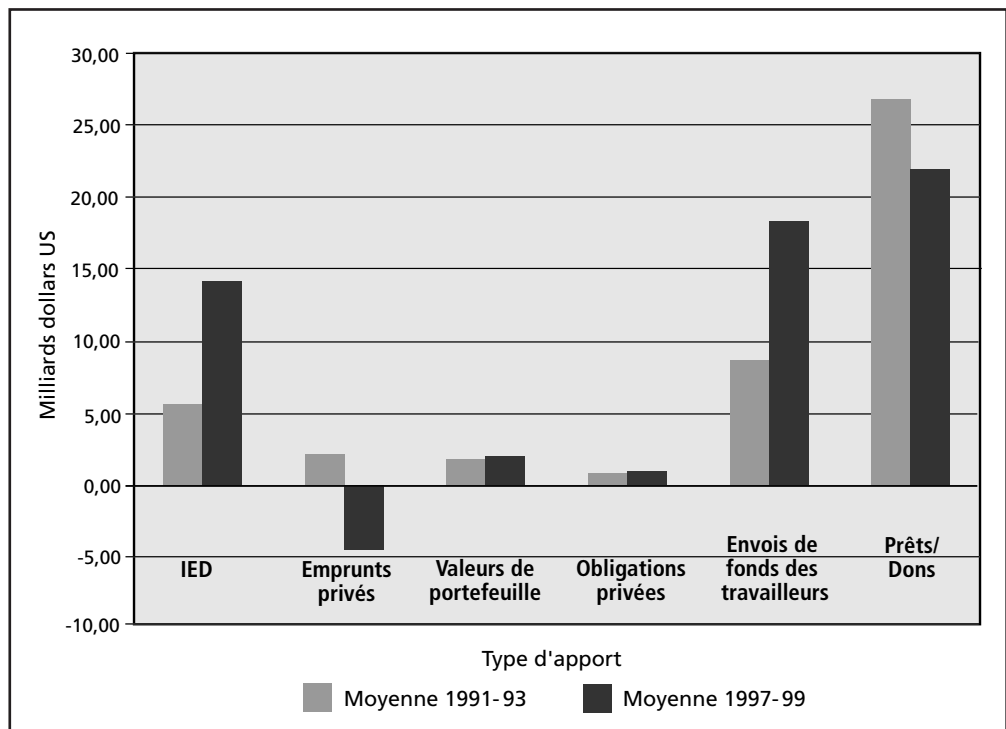
Structure de l'investissement étranger privé

De nombreux types d'investissements étrangers privés circulent parmi et entre pays développés et pays en développement, chacun présentant différentes caractéristiques et répondant à différentes influences. La majorité des investissements étrangers circulent entre pays riches, surtout à destination des États-Unis³. La plupart des investissements destinés aux pays en développement proviennent de pays riches et se dirigent vers quelques pays à revenu intermédiaire, comme la Chine, le Brésil ou le Mexique. Les pays en développement à faible revenu, que nous appelons «pauvres», reçoivent une toute petite part des courants mondiaux d'investissements étrangers privés, mais ceux-ci ont quand même parfois une grosse incidence sur leurs économies, procurant des avantages plus ou moins grands suivant le type de courant.

³ Sauf indications contraires, nous parlons toujours des courants nets, c'est-à-dire les entrées brutes moins les sorties brutes.

Les plus importantes sources de capitaux étrangers pour les pays pauvres depuis la fin des années 1980 sont, dans l'ordre, l'aide étrangère, l'argent qu'envoient à domicile les ressortissants travaillant à l'étranger (les «envois de fonds des travailleurs») et les investissements étrangers directs (Illustration 1). Seuls les derniers peuvent être considérés comme des investissements étrangers privés — même si, souvent, les envois de fonds des travailleurs sont également investis. Au fil des années, l'aide étrangère a légèrement diminué tandis que les envois de fonds des travailleurs et les IED augmentaient de façon sensible; malgré cela, les IED ont continué à traîner derrière les deux autres. Une autre forme d'investissement étranger privé — les emprunts nets privés de la dette extérieure — a toujours été peu importante, mais elle est devenue négative dans la seconde moitié des années 1990, après la crise économique et financière asiatique de 1997, les pays pauvres se mettant à rembourser davantage de dettes au lieu de réemprunter auprès des banques internationales.

Illustration 1: Apports de capitaux aux pays pauvres



Source: Banque mondiale, *Global Development Finance*, CD-ROM 2001

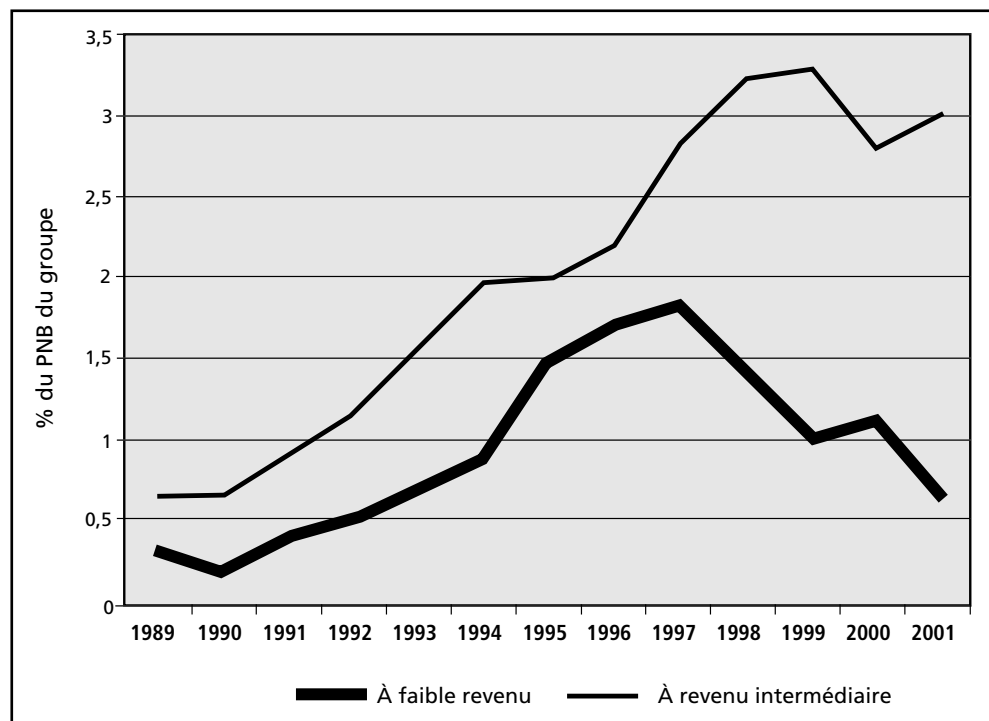
Les courants d'IED, mesurés par rapport au produit national brut, ont enregistré une croissance régulière et importante dans tous les pays en développement entre 1990 et 1997 (Illustration 2). Tout au long de la période, la part allant aux pays à revenu intermédiaire a régulièrement dépassé, de quelque un pour cent du PNB, celle destinée aux pays pauvres. Mais à partir de 1997, les IED qui se dirigeaient vers pays pauvres et pays à revenu intermédiaire ont divergé. C'est l'année où est survenue la crise asiatique, qui a été ensuite suivie en 1998 de crises de devises et économiques en Russie et au

Chez un échantillon de 31 pays en développement étudié en 2000, environ le tiers des IED émanaient d'autres pays en développement, les plus grosses sources étant la Corée du Sud, l'Inde, la Malaisie et l'Afrique du Sud.

Brésil, puis d'un effondrement des marchés boursiers et d'un ralentissement prolongé de la croissance économique dans les pays riches. Les courants d'IED ont continué à croître rapidement dans les pays à revenu intermédiaire (si on omet un fléchissement en 2000) tandis que ceux qui se dirigeaient vers les pays pauvres connaissaient une baisse décisive et presque continue jusqu'en 2001.

En 1999, le courant moyen en pourcentage du PNB atteignait 3,9 p. 100 dans le cas des pays pauvres, contre 4,5 p. 100 dans celui des pays à revenu intermédiaire (Tableau 1). Une comparaison de ces chiffres avec les courants médians respectifs de 1,3 p. 100 et 2,6 p. 100 indique que, au sein de chaque groupe, quelques pays reçoivent bien plus d'IED que les autres. Chez les pays pauvres, les cinq premiers bénéficiaires en recevaient d'énormes quantités, et les dix premiers recevaient des IED nettement plus élevés que la majorité des pays à revenu intermédiaire. La liste des dix premiers bénéficiaires chez les pays pauvres reste extrêmement stable au cours de la dernière moitié des années 1990 et, pour le simple observateur, ces pays ne semblent pas partager beaucoup de caractéristiques sur le plan de la structure ou du rendement économique.

Illustration 2 : Courants d'IED vers les pays en développement



Source: World Bank, *Global Development Finance*, CD-ROM 2001

Tableau 1 : 10 premiers bénéficiaires des IED chez les pays pauvres (en % du PNB)

1997		1998		1999	
Azerbaïdjan	(29,0)	Angola	(36,4)	Angola	(83,3)
Lesotho	(18,9)	Azerbaïdjan	(25,7)	Azerbaïdjan	(14,8)
Viet Nam	(9,9)	Lesotho	(22,8)	Lesotho	(14,7)
Nicaragua	(9,8)	Arménie	(11,5)	Nicaragua	(14,7)
Îles Salomon	(9,6)	Nicaragua	(9,8)	Mozambique	(10,3)
Angola	(9,4)	Zimbabwe	(7,5)	RDP lao	(5,7)
Géorgie	(6,7)	Géorgie	(7,4)	Viet Nam	(5,6)
Cambodge	(6,7)	Viet Nam	(7,3)	Zambie	(5,4)
Zambie	(5,6)	République kirghize	(7,0)	Soudan	(4,2)
RDP lao	(5,0)	Zambie	(6,5)	Cambodge	(4,1)
...	...			Pays pauvres (moyenne):	3,9
				(médiane):	1,3
...	...			Pays à revenu intermédiaire (moyenne):	4,5
				(médiane):	2,6

Source: Banque mondiale, *Global Development Finance*, CD-ROM 2001

Remarque: Il s'agit du classement *relatif*, pas *absolu*.

Les sources d'IED pour les pays pauvres semblent s'élargir depuis 1995, incluant d'autres pays en développement, d'ordinaire de la même région que le bénéficiaire. Chez un échantillon de 31 pays en développement étudié en 2000, environ le tiers des IED émanaient d'autres pays en développement, les plus grosses sources étant la Corée du Sud, l'Inde, la Malaisie et l'Afrique du Sud⁴.

Des données sur la ventilation sectorielle des courants d'IED ne sont disponibles que pour une poignée de pays pauvres. Elles indiquent que les IED ont tendance à cibler un seul secteur ou une seule industrie, encore que le secteur choisi varie selon les pays. Aux îles Salomon, les IED s'orientent principalement vers le secteur des pêches; en RPD lao, ils se portent vers l'agriculture; en Angola, vers le pétrole; au Cambodge et en Ouganda, vers la fabrication; au Cap-Vert et au Népal, vers les services; et en Éthiopie, vers l'industrie hôtelière⁵.

Chez tous les pays en développement, les IED commencent à se diversifier en dehors des secteurs traditionnels (exploitation minière, hydrocarbures, fabrication, transports) pour se diriger vers de nouveaux secteurs comme l'infrastructure (électricité, télécommunications, eau, et routes à péage, tunnels et ponts), la technologie de l'information, et les services publics (soins de santé, éducation, eau, assainissement, évacuation des déchets). Les IED ont été aidés, à cet égard, par les programmes de privatisation. En 1999, les IED dans le secteur des services constituaient 37 p. 100 des stocks d'investissements dans les pays en développement⁶.

⁴ Signalé dans Banque mondiale, *Global Development Finance 2003*, p. 90.

⁵ CNUCED, *World Investment Report 2002*, p. 78.

⁶ Banque mondiale, *Global Economic Prospects and the Developing Countries 2003: Investing to Unlock Global Opportunities*, chapitre 2.

7

Les effets de l'investissement étranger direct

Pour le groupe des pays pauvres, et pour l'ensemble des pays en développement, les IED ont été des courants assez stables et croissants durant une bonne partie des années 1990, surtout par comparaison aux autres apports de capitaux privés comme emprunts et valeurs de portefeuille. Le fait est que, avec les envois de fonds des travailleurs, les IED sont souvent cités comme un contrepoids salutaire à cette instabilité. Mais pour certains pays pauvres, les IED eux-mêmes se montrent souvent instables, et viennent poser d'importants problèmes pour la gestion macroéconomique et la stabilité. Entre 1989 et 1999, la variation annuelle moyenne des IED autour du courant moyen a été de 247 p. 100 (la médiane étant de 104 p. 100)⁷. Pour quelques pays, les IED ont été négatifs durant quelques années; mais pour la majorité, les variations se sont généralement produites du côté supérieur de la moyenne, car les IED ont augmenté au cours de la décennie.

En plus d'ajouter aux ressources macroéconomiques des pays pauvres, l'IED apporte, croit-on, d'autres contributions importantes à la croissance et au développement. Pour commencer, il peut faire grimper les rentrées fiscales, générer des emplois, et ouvrir de nouveaux marchés d'exportation. Mais dans la pratique, les résultats sur ces plans ne répondent pas toujours aux attentes. Les pays pauvres rivalisent souvent en offrant des exonérations fiscales temporaires pour attirer les investissements. Des emplois peuvent en fait être perdus si les étrangers acquièrent et restructurent des entreprises existantes, peu performantes, qui étaient souvent la propriété de l'État. Les nouvelles possibilités d'exportation peuvent difficilement compenser les marchés que font perdre les subventions et les protections pratiquées par les pays riches, en particulier dans l'agriculture ou des industries traditionnelles comme l'acier.

L'IED a tendance à renforcer les modes de structuration économique existants. Il se concentre dans un secteur ou un petit nombre de secteurs... Le secteur agricole et les zones rurales sont particulièrement négligés.

Deuxièmement, l'IED peut aider à franchir les seuils d'investissement. Dans les pays pauvres tout spécialement, où les recettes publiques sont faibles, ou dont le système financier est peu profond, des compagnies étrangères sont peut-être les seules à investir dans les projets qui ont un seuil de financement minimum élevé, comme dans le cas de l'infrastructure ou de l'extraction des ressources naturelles. L'IED peut aussi aider au lancement d'une dynamique d'investissement et de croissance qui va attirer de plus amples investissements nationaux et étrangers.

Enfin, l'IED peut accroître la productivité et la compétitivité en ajoutant au stock de biens d'équipement de l'économie, en introduisant de nouvelles technologies dans la production et de nouvelles structures d'organisation et méthodes de gestion dans les compagnies, et en assurant la formation d'employés.

L'IED a tendance à renforcer les modes de structuration économique existants. Il se concentre dans un secteur ou un petit nombre de secteurs, souvent dans des industries qui ont peu de liens avec le reste de l'économie, comme l'extraction des ressources naturelles ou la fabrication légère s'effectuant pour le marché intérieur

⁷ Calculé d'après les chiffres figurant dans Banque mondiale, *Global Development Finance*, CD-ROM 2001.

derrière des droits protecteurs, et qui importent les biens d'équipement et les produits intermédiaires nécessaires. L'IED se concentre également dans les régions qui ont déjà la meilleure infrastructure et le meilleur capital humain. Le secteur agricole et les zones rurales sont particulièrement négligés.



Influences s'exerçant sur l'investissement étranger

Les investisseurs étrangers recherchent un solide «climat d'investissement» dans les pays en développement. Ceci signifie les pays où la société et la vie politique sont stables et où il existe une «bonne gouvernance», de sorte que l'économie est bien gérée, la fonction publique est efficace, flexible et honnête, les lois et les règlements ne sont pas trop gênants ou directifs, et le respect des contrats est assuré par les tribunaux.

L'IED répond le plus aux particularités politiques, économiques et infrastructurelles. Outre la stabilité politique et sociale, les facteurs qui l'attirent sont les marchés tout prêts, les taux de rendement élevés, la main-d'oeuvre peu coûteuse et qualifiée, et les intrants locaux bon marché. L'IED est dissuadé par les infrastructures inadaptées ou trop chères et par les risques.

Les possibilités de vendre les produits sur des marchés importants, ou rentables, se présentent au niveau national, dans le pays pauvre accueillant l'investissement, ou à l'étranger, y compris dans le pays d'origine de l'investisseur. Au niveau national, les marchés sont créés par l'existence d'une classe moyenne importante (ou grandissante) au sein de la population, ou par des protections telles que des droits élevés ou des règlements pesants, appliqués aux biens importés. Au niveau mondial, les marchés sont créés par les règles commerciales spéciales qu'imposent les pays riches en prévoyant des contingents ou de faibles taux de droit pour les biens importés de tous les pays pauvres ou de certains d'entre eux.

Les pays pauvres ont en général de petites quantités globales de biens d'équipement comme grosses machines et chaînes de fabrication modernes, et de faibles niveaux de technologie pour la production. Le taux de rendement des nouveaux investissements étrangers peut être alors très élevé. C'est le cas pour les industries à forte intensité de capital, et cela explique pourquoi les investissements étrangers dans les pays pauvres se concentrent souvent sur l'extraction des ressources naturelles.

D'un côté, les investisseurs étrangers citent souvent le coût initial élevé des investissements dans les pays pauvres, comme facteur de dissuasion. Cela comprend les procédures longues et compliquées qui entourent l'enregistrement des compagnies, les règles gênantes qui régissent le lieu et la manière de l'investissement, et la nécessité de mettre en place une infrastructure expressément destinée à l'investissement. D'un autre côté, les investisseurs étrangers sont attirés par les faibles coûts de production qu'ils obtiennent avec une main-d'oeuvre instruite et disciplinée qui est prête à travailler pour

de faibles salaires, et par la disponibilité de gestionnaires compétents. Ces particularités peuvent être neutralisées si l'énergie — en particulier l'électricité — coûte cher, comme cela arrive souvent dans les pays pauvres. Les investisseurs étrangers ne répondent pas beaucoup aux incitations publiques spéciales comme les exonérations fiscales temporaires.

Le risque désigne les événements ou les situations qui peuvent menacer les investissements engagés ou leur rendement escompté. Des crises politiques peuvent perturber les lois, les ententes, ou les pratiques commerciales en vigueur. Des pandémies comme le VIH-SIDA, le paludisme et la tuberculose, ou des niveaux de corruption et de criminalité élevés, peuvent menacer le cours normal des affaires ou le marché national du produit. Des chocs macroéconomiques tels qu'une crise financière ou une crise de devises, un fléchissement des termes internationaux de l'échange, ou bien des fluctuations dans les décaissements de l'aide étrangère, peuvent constituer une menace pour l'économie générale.

Depuis la crise asiatique de 1997, beaucoup de membres de la communauté internationale considèrent que les investissements dans les pays pauvres présentent des risques prohibitifs. Cette façon de voir est largement erronée, car les investissements étrangers s'effectuant dans les pays pauvres demeurent assez élevés, et l'attitude des investisseurs étrangers existants est généralement positive et en train de s'améliorer. Ainsi, une enquête que le *Development Finance Institute* a menée en 2002 auprès des investisseurs nationaux et étrangers en Afrique de l'Est a révélé qu'entre 70 et 85 p. 100 des 2600 répondants se montraient optimistes quant à leurs investissements et s'attendaient à les développer.

Ces facteurs qui influencent le montant des IED dans les pays pauvres ne jouent pas d'une façon simple. Les pays pauvres ont tendance à connaître des circonstances diverses. Par exemple, le Bangladesh reçoit un gros montant d'IED et d'investissements de portefeuille, qui ont joué un rôle important dans sa rapide croissance des années 1990, bien que ce soit un pays avec une forte corruption, des lois sur les investissements parfois imprévisibles, et un système financier potentiellement instable. Mais le Bangladesh a une main-d'oeuvre qualifiée bon marché et un important marché intérieur. Le Soudan et l'Ouganda ont longtemps pâti de graves conflits militaires, et attirent pourtant beaucoup d'IED dans l'industrie lucrative du pétrole.

Les pays pauvres qui se donnent beaucoup de mal pour améliorer leur climat d'investissement et procurer des incitations fiscales sont souvent déçus des réponses, si certains des autres principaux facteurs influençant les IED font défaut. En général, une part disproportionnée des IED va aux pays en développement à revenu supérieur, ayant ou non de bons climats d'investissement, parce qu'ils ont tendance à offrir de plus gros marchés, des biens intermédiaires disponibles localement à bas prix, une main-d'oeuvre instruite s'accompagnant de gestionnaires compétents, et une meilleure infrastructure. L'IED ne répond pas au montant d'aide extérieure qu'un pays reçoit⁸.

⁸ Alesina, Alberto et David Dollar, mars 2000, «Who Gives Foreign Aid to Whom and Why?», *Journal of Economic Growth*, 5:33-63.

En général, une part disproportionnée des IED va aux pays en développement à revenu supérieur, ayant ou non de bons climats d'investissement, parce qu'ils ont tendance à offrir de plus gros marchés, des biens intermédiaires disponibles localement à bas prix, une main-d'oeuvre instruite s'accompagnant de gestionnaires compétents, et une meilleure infrastructure.

9

Initiatives autour de l'investissement étranger

Les initiatives actuelles de divers groupes pour aborder la question des IED dans les pays en développement ont trois objets. Une démarche, soutenue par des gouvernements de pays riches représentant les investisseurs, consiste à s'entendre sur des traités bi- et multilatéraux sur les investissements afin de protéger les intérêts des investisseurs étrangers. Elle est aussi considérée comme un moyen d'augmenter le montant des IED dans les pays pauvres, en réduisant le risque des investissements. Une deuxième démarche, poursuivie conjointement par pays industrialisés et pays en développement, consiste à reconnaître des lignes directrices et des conventions qui protègent les intérêts des pays pauvres accueillant les investissements étrangers et accroissent les effets bénéfiques des IED sur les communautés locales. Enfin, une troisième démarche suivie par des gouvernements de pays pauvres et des donateurs internationaux consiste à utiliser les programmes de privatisation et l'aide de l'extérieur pour inciter les IED à développer l'infrastructure et à fournir des services qui ont été traditionnellement offerts par les gouvernements.

Les institutions de l'ONU et l'OCDE ont établi, depuis la fin des années 1970, des lignes directrices à l'intention des entreprises étrangères investissant dans les pays pauvres. Ces accords, à caractère volontaire, cherchent à protéger les pays en développement contre les comportements ou les effets irresponsables ou préjudiciables de l'investissement étranger...

Les traités internationaux pour les investissements étrangers cherchent à renforcer les intérêts des investisseurs étrangers. Par exemple, les gouvernements de pays investisseurs proposent maintenant de négocier un «Accord multilatéral sur les investissements» dans le Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce. Les dispositions clés prévoiraient sans doute d'ouvrir des secteurs qui étaient auparavant restreints aux investissements étrangers (comme les services publics et privés), de mettre fin aux conditions et réglementations différentes que les gouvernements des pays d'accueil appliquent aux investisseurs nationaux et étrangers (autrement dit, la non-discrimination), de défendre les droits de propriété et le droit au rapatriement des bénéfices, et d'éliminer les contrôles sur les mouvements de capitaux extraterritoriaux en général.

Les institutions de l'ONU et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont établi, depuis la fin des années 1970, des lignes directrices à l'intention des entreprises étrangères investissant dans les pays pauvres. Ces accords, à caractère volontaire, cherchent à protéger les pays en développement contre les comportements ou les effets irresponsables ou préjudiciables de l'investissement étranger, surtout à la lumière des faibles capacités que la majorité des pays pauvres ont à surveiller et à assurer le respect des règlements. Les accords précisent que les investisseurs étrangers devraient respecter les buts en matière de développement des pays d'accueil, observer leurs lois nationales, respecter les droits fondamentaux de la personne, se conformer aux objectifs et aux valeurs socio-culturels, s'abstenir de pratiques corrompues, et observer les objectifs concernant la protection du consommateur et de l'environnement. Les Principes directeurs de l'OCDE couvrent toute une gamme de questions supplémentaires, dont la politique générale, la divulgation de l'information, la concurrence, le financement, la fiscalité, l'emploi et les relations de travail, l'environnement, et les sciences et la technologie.

Une initiative récente de ce type a été le Pacte mondial de l'ONU (Encadré 1), lancé en juillet 2000. Elle représente un effort volontaire, fait par des investisseurs de pays riches et pauvres, pour accroître les effets en matière de développement des IED. Le raisonnement est le suivant: étant donné que les entreprises internationales sont les principales bénéficiaires de la mondialisation, il est dans leur intérêt de veiller à ce que la mondialisation ne soit pas sapée ou rendue illégitime par des activités négligeant les préoccupations sociales et environnementales ou les gens et les communautés qui sont perdants du fait de la mondialisation.

Encadré 1

Le **Pacte mondial** de l'ONU est guidé par neuf principes de base qui régissent le comportement international des sociétés. Les investisseurs étrangers conviennent de :

- protéger les droits de la personne à l'échelle internationale;
- éviter les violations des droits de la personne;
- respecter la liberté d'association et le droit de négociation collective;
- éliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;
- aider à abolir le travail des enfants;
- éliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession;
- appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement;
- promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement;
- favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Les entreprises participantes sont censées d'inclure les activités reliées au Pacte mondial dans leurs rapports annuels.

Durant la dernière décennie, l'investissement étranger dans les pays en développement s'est souvent associé aux programmes de privatisation, spécialement d'entreprises d'État dans les secteurs télécommunications, électricité et transports. C'est une association facilitée par le gros effort que les organismes publics de développement font récemment pour mobiliser plus efficacement le secteur privé dans l'oeuvre de développement. Dans les pays pauvres, la majorité des entreprises d'État sont vendues à des investisseurs étrangers, car les nationaux ont trop peu de ressources financières et de moyens d'entrepreneurs. Les donateurs, sous la direction de la Banque mondiale, tentent d'amener les investisseurs étrangers à développer les infrastructures indispensables au développement, par exemple dans les domaines des services publics, de l'énergie, de l'eau et des transports. Ce sont généralement de très gros projets, à investissements massifs, qui réclament de longues périodes de gestation avant d'être payants. Les gouvernements et les banques des pays pauvres ne peuvent ni financer de tels investissements par eux-mêmes, ni emprunter au niveau international à de faibles conditions et avec de longs délais de remboursement.

Pour attirer davantage d'IED dans l'infrastructure et les services, les donateurs internationaux tentent de réduire le risque commercial affronté par les investisseurs étrangers.

Pour attirer davantage d'IED dans l'infrastructure et les services, les donateurs internationaux tentent de réduire le risque commercial affronté par les investisseurs étrangers. Celui-ci réside dans la possibilité que, après l'engagement par l'investisseur d'un gros montant de capital fixe dans un important projet d'énergie ou d'eau, par exemple, les clients manquent à leurs paiements pour le service. Les clients peuvent être trop pauvres pour payer, ou bien le gouvernement lui-même peut être incapable d'honorer les garanties d'achat en cas de situation économique catastrophique.

Les donateurs réduisent de deux façons le risque commercial que courent les investisseurs étrangers: en garantissant les prêts internationaux privés et en payant directement pour les services livrés (l'«aide en fonction de la production»⁹). Des donateurs font maintenant équipe avec des entreprises privées afin de lancer des fonds d'investissement spéciaux pour chercher des possibilités d'investissement, investir directement par le biais de partenariats avec le secteur privé, ou garantir des prêts à long terme à des investisseurs étrangers (Encadré 2).

Encadré 2

Quand le Canada a lancé son Plan d'action pour l'Afrique au sommet des chefs d'État du Groupe des huit en 2002, il a aussi créé un «**Fonds d'investissement pour l'Afrique**». Le gouvernement canadien doit verser une contribution de 100 millions \$ CAN au fonds, et des investisseurs privés apporteront au moins le même montant. Le fonds fournit des capitaux à investir directement en Afrique pour y promouvoir le développement économique. À compter de 2003, l'argent sera investi au niveau commercial et dans des partenariats publics-privés à l'intérieur de secteurs qui ont une importance critique pour le développement économique de l'Afrique, comme les transports, l'approvisionnement en eau et l'énergie.

L'**Emerging Africa infrastructure Fund** (Fonds pour l'infrastructure de l'Afrique émergente), mis sur pied en 2002 avec un capital initial de 305 millions \$ US, sera le premier à fournir des capitaux d'emprunt à long terme à l'Afrique subsaharienne pour la réalisation d'investissements privés dans l'infrastructure. Le fonds est financé par le Department for International Development du Royaume-Uni, des institutions de financement du développement d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Afrique du Sud, et le Standard Bank Group et la Barclays Bank.

En aidant à évaluer, structurer et négocier les investissements, et en fournissant des garanties, le fonds réduira le risque des prêts internationaux à de grosses compagnies d'infrastructure investissant en Afrique, qui pourront ainsi obtenir des taux prêteurs compétitifs et des échéances allant jusqu'à 15 ans.

Le fonds se concentre sur les investissements dans la production, la transmission et la distribution d'électricité, les télécommunications, les routes, les chemins de fer et les ports, les gazoducs, et la fourniture, la distribution et le traitement de l'eau.

⁹ Kessler, Tim et Nancy Alexander, «Output-Based Aid for Essential Services», ronéo, mars 2003.

Investissement étranger et développement

Pour les pays pauvres, l'investissement étranger n'est pas un but en soi. De même que le commerce est reconnu comme un instrument de croissance et de développement dans les accords de l'OMC, l'IED est prisé parce qu'il contribue à l'élévation du niveau de vie et à la diminution de la pauvreté, en améliorant la productivité à travers l'économie, en diversifiant l'activité dans de nouveaux secteurs et de nouvelles exportations, en créant de l'emploi, et en entretenant la croissance.

De ce point de vue, la négociation de traités internationaux pour protéger les droits des investisseurs n'est pas une priorité. D'une part, l'établissement de ces droits n'accroît pas l'investissement dans les pays pauvres.

La simple création de nouvelles protections ne semble pas être fortement associée à de plus grands courants d'investissements...L'impulsion supplémentaire globale que des règles multilatérales donneraient par comparaison aux réformes unilatérales serait probablement modeste — et quasi inexistante pour les pays en développement à faible revenu¹⁰.

D'autre part, les traités sur les investissements amoindrissent les effets en matière de développement des IED existants s'ils empêchent les gouvernements des pays d'accueil d'imposer des conditions raisonnables et transparentes aux investisseurs étrangers. Ces conditions incluent: limiter la propriété étrangère, exiger que les investisseurs étrangers se procurent une partie des facteurs de production dans le pays, ou exportent une partie de la production, et veiller à ce qu'ils transfèrent de la technologie ou des compétences de gestion à des homologues nationaux. Ces mesures accroissent les bienfaits économiques des IED, au lieu de simplement fixer des lignes directrices pour limiter la possibilité d'effets secondaires négatifs.

Il y a une différence frappante entre la démarche pour protéger les droits des investisseurs étrangers et celle pour limiter le comportement des investisseurs étrangers dans les pays pauvres. On peut assurer le respect des droits des investisseurs, alors que l'observation des droits des pays pauvres est quelque chose de volontaire. Les accords à caractère volontaire ne marchent pas là où c'est le plus nécessaire, où des entreprises dont les visées sont le profit à court terme et des élites commerciales et politiques locales profitent de la corruption et de marchés passés secrètement. Avec ce genre d'accord, les investisseurs étrangers honorables se trouvent aussi exposés à la concurrence déloyale de ceux qui sont moins scrupuleux.

Les initiatives de donneurs qui cherchent à réduire le risque commercial pour les investisseurs semblent être une façon innovatrice de mobiliser des ressources privées pour ce qui a traditionnellement été des programmes d'investissements publics, tout en évitant la corruption et le manque d'efficacité qui ont souvent caractérisé les grosses

Ces subventions octroyées aux investisseurs étrangers sont-elles plus performantes et plus durables que celles que les gouvernements des pays pauvres versaient auparavant aux entreprises d'État pour offrir les mêmes services? Les gouvernements des pays pauvres ont-ils la capacité de surveiller l'exécution des prestataires privés et de faire respecter les dispositions contractuelles, y compris l'offre convenable des services aux communautés pauvres?

¹⁰ Banque mondiale, *Global Economic Prospects and the Developing Countries 2003: Investing to Unlock Global Opportunities*, p. 133.

entreprises d'État et de services publics dans les pays pauvres¹¹. En renforçant l'infrastructure et en assurant des services qui sinon n'existeraient pas, elles contribuent au développement et aident à attirer d'autres investissements étrangers dans les entreprises plus traditionnelles du secteur privé.

Au lieu de proposer des exonérations fiscales temporaires pour attirer de nouveaux IED, les gouvernements des pays d'accueil devraient taxer les investissements existants et utiliser les recettes pour favoriser la stabilité budgétaire, investir dans l'infrastructure requise pour la production, et dépenser dans les domaines de la santé, de l'éducation, et de la formation de la main-d'oeuvre.

La collaboration entre gouvernements de pays pauvres, donateurs de pays riches et investisseurs étrangers consiste à subventionner les pourvoyeurs d'infrastructure et de services dans les pays pauvres. Ces subventions octroyées aux investisseurs étrangers sont-elles plus performantes et plus durables que celles que les gouvernements des pays pauvres versaient auparavant aux entreprises d'État pour offrir les mêmes services? Les gouvernements des pays pauvres ont-ils la capacité de surveiller l'exécution des prestataires privés et de faire respecter les dispositions contractuelles, y compris l'offre convenable des services aux communautés pauvres?

Une justification primordiale d'inviter les investisseurs étrangers à souscrire aux programmes nationaux de privatisation, c'est le partage des risques entre les secteurs public et privé, et entre les investisseurs nationaux et étrangers. Mais en fait, dans les pays pauvres, seuls des investisseurs étrangers participent aux programmes de privatisation, et on doit les persuader en faisant assumer les risques par le gouvernement bénéficiaire et par les donateurs et les prêteurs officiels, à travers des garanties. Cette situation crée un danger moral: l'entreprise privée tire les bénéfices tandis que le gouvernement et la communauté des donateurs assument les risques. Quand on ajoute les faiblesses au niveau de la surveillance et de l'exécution des contrats, les investisseurs étrangers ont de bonnes raisons d'entreprendre des projets qui présentent plus de risques qu'ils ne le devraient, vont générer de gros bénéfices en cas de succès, et minimisent la prestation des services.

La focalisation des donateurs sur le risque commercial est discriminatoire à l'égard des investisseurs nationaux. Une autre solution pour encourager en même temps les investissements de source nationale et étrangère, et pour mobiliser plus efficacement le secteur privé au service de la croissance et du développement, serait de parer au risque macroéconomique. À travers cette démarche, on chercherait à accroître la stabilité et la prévisibilité de l'aide étrangère elle-même, à atténuer la variabilité des prix des produits de base et des termes internationaux de l'échange, et à prévenir les crises financières et de devises.

Les pays riches peuvent faire grimper le rendement des investissements nationaux et étrangers dans l'agriculture — un des secteurs les plus importants du point de vue du développement et du recul de la pauvreté — en réduisant radicalement subventions agricoles et barrières commerciales à domicile. À l'heure actuelle, les pays riches oeuvrent de travers, essayant d'attirer les IED dans les pays pauvres pour aider au développement, mais venant en même temps saper les activités économiques où ces derniers possèdent un avantage comparatif.

¹¹ Mistry, Percy S. et Niels E. Olesen, *Mitigating Risks for Foreign Investments in Least Developed Countries*. Stockholm, Suède. Ministère des Affaires étrangères, Secrétariat du EGDI. 2003.

Les pays pauvres peuvent accroître eux-mêmes la contribution des IED au développement. Au lieu de proposer des exonérations fiscales temporaires pour attirer de nouveaux IED, les gouvernements des pays d'accueil devraient taxer les investissements existants et utiliser les recettes pour favoriser la stabilité budgétaire, investir dans l'infrastructure requise pour la production, et dépenser dans les domaines de la santé, de l'éducation, et de la formation de la main-d'oeuvre.

Les gouvernements des pays d'accueil devraient également redévelopper leur capacité à mesurer et surveiller les IED, tant pour faire respecter les règlements que pour transmettre aux investisseurs étrangers éventuels une information exacte sur les perspectives et les risques d'investissement dans les pays pauvres. Dans leurs démarches auprès d'investisseurs étrangers, les pays pauvres devraient cibler des types d'investisseurs qui sont les plus susceptibles de répondre à l'appel. Comme cible particulièrement importante, il y a les diasporas nationales, qui représentent de très nombreuses personnes dans le cas de certains pays pauvres tels que le Viet Nam et de la communauté asiatique en Ouganda.



Liste des participants de la conférence

Nancy Alexander
Citizen's Network on
Essential Services
Maryland, États-Unis

David Behena
Bank of Uganda
Kampala, Ouganda

Anthony Bende
University of Birmingham
Birmingham, Royaume-Uni

Debapriya Bhattacharya
Centre for Policy Dialogue
(CPD)
Dacca, Bangladesh

Edward Bickham
Anglo-American plc
Londres, Royaume-Uni

Freddy Bob-Jones
Department for International
Development
Londres, Royaume-Uni

Ariel Buira
Groupe intergouvernemental
des Vingt-Quatre
Washington DC, États-Unis

Bonnie Campbell
Université du Québec à
Montréal
Montréal, Canada

Henk Campher
Oxfam GB
Oxford, Royaume-Uni

Manu Chandaria
Mabati Rolling Mills Limited
Nairobi, Kenya

Roy Culpeper
L'Institut Nord-Sud
Ottawa, Canada

George Davies
Acres Management
Consulting
Toronto, Canada

Jean-Maurice Deleze
Agence suisse du
développement et de
la coopération
Berne, Suisse

Andreas Ershammar
Ministère des Affaires
étrangères
Stockholm, Suède

Jan Grafström
ASDI
Stockholm, Suède

Rafkat Hasanov
Kyrgyz Republic on Foreign
Investment
Bishkek, Kirghizstan

A M Badrul Hassan
Mission permanente du
Bangladesh
Genève, Suisse

Chris Henwood
Ministère de la Défense
Shrivenham, Royaume-Uni

Torgny Holmgren
Ministère des Affaires
étrangères
Stockholm, Suède

Anna Maj Hultgård
Ministère des Affaires
étrangères
Stockholm, Suède

Arif Ibrahim
Ministère des Finances
Islamabad, Pakistan

Susan Joekes
Centre de recherches pour le
développement international
Ottawa, Canada

Georg Kell
United Nations Global
Compact
New York, États-Unis

Arnold Kilewo
Confederation of Tanzania
Industries
Dar es Salaam, Tanzanie

Olav Kjørven
Ministère des Affaires
étrangères
Oslo, Norvège

Yeqiao Liu
Ministère des Finances
Beijing, Chine

Salim Loxley
London School of Economics
Londres, Royaume-Uni

Inge Magstad
Ministère des Affaires
étrangères
Oslo, Norvège

Lisa Maguire
HM Treasury
Londres, Royaume-Uni

Matthew Martin
Debt Relief International
Londres, Royaume-Uni

Oswald Mashindano
Economic and Social
Research Foundation (ESRF)
Dar es Salaam, Tanzanie

Christopher McKee
Ministère des Affaires
étrangères et du Commerce
international
Ottawa, Canada

François Mercier
Bread for All
Berne, Suisse

Dunstan Mrutu
Tanzania Private Sector
Foundation
Dar es Salaam, Tanzanie

Elvis Musiba
Tanzania Chamber of
Commerce, Industry and
Agriculture
Dar es Salaam, Tanzanie

Herbert Oberhänsli
Nestlé SA
Vevey, Suisse

Niels Olesen
COWI A/S
Kongens Lyngby, Danemark

Gwendolyn Pascoe
American Embassy
Londres, Royaume-Uni

Guy Pfeffermann
Société financière
internationale
Washington, États-Unis

Tania Rawle-Carrett
HM Treasury
Londres, Royaume-Uni

Wayne Robson
Ministère des Affaires
étrangères et du Commerce
international
Ottawa, Canada

Lucia Salazar
Pro-Nicaragua
Managua, Nicaragua

Rodney Schmidt
L'Institut Nord-Sud
Ottawa, Canada

Samuel Sitta
Tanzania Investment Centre
Dar es Salaam, Tanzanie

Anders Sjöberg
Ministère des Affaires
étrangères
Stockholm, Suède

Guy Standing
Organisation internationale
du travail
Genève, Suisse

Yash Tandon
SEATINI
Harare, Zimbabwe

Frans Van Loon
ING
Amsterdam, Pays-Bas

Jeroen Verheul
Mission permanente des
Pays-Bas auprès de l'OCDE
Paris, France

Roger Williamson
Wilton Park
Steyning, Royaume-Uni

Jacqueline Woodman
European Network for Debt
and Development
Economic Policy
Empowerment
Bruxelles, Belgique

Ngaire Woods
University College
Oxford, Royaume-Uni

Riffat Zaman
Banque mondiale
Dacca, Bangladesh

